

Les Effets Des Campagnes De Désinformation Sur La Confiance Du Public Dans Les Institutions Politiques En République Démocratique Du Congo

[The Effects of Disinformation Campaigns on Public Trust in Political Institutions in the Democratic Republic of the Congo]

Muaka Phongi Achile¹, Kadimba Ilunga Marcel¹, Kalala Wakalala Prince¹, Ngoma Ngoma Dieu¹

¹Université Pédagogique Nationale, Faculté des sciences sociales, Politiques et administratives

Auteur correspondant : MUAKA PHONGI ACHILE, achilemuakaphongi@gmail.com

Tél. : (+243) 8204362681



Résumé : Les campagnes de désinformation en République Démocratique du Congo (RDC) affectent énormément la confiance du public dans les institutions politiques. Ces campagnes diffusent des informations fausses ou trompeuses au public, ce qui amène les gens à se méfier du gouvernement et des processus démocratiques. Cela rend également l'engagement citoyen et la participation politique difficiles à gérer. Dans l'étude, nous examinerons comment la désinformation affecte l'opinion publique. C'est un exemple de la nécessité de renforcer l'éducation aux médias et la communication institutionnelle.

Mots clés : Désinformation, République Démocratique du Congo (RDC), Confiance publique, Institutions politiques, Éducation aux médias

Abstract: Disinformation campaigns in the Democratic Republic of the Congo (DRC) greatly affect public trust in political institutions. These campaigns spread false or misleading information to the public, causing people to distrust the government and democratic processes. This also makes citizen engagement and political participation difficult to manage. In the study, we will examine how disinformation impacts public opinion. This is an example of the need to strengthen media literacy and institutional communication.

Keywords: Disinformation, Democratic Republic of the Congo (DRC), Public trust, Political institutions, Media literacy

1. Introduction

Il est impératif d'avoir des institutions politiques si la démocratie doit survivre et prospérer dans les pays démocratiques. De nos jours, le flux d'informations est perturbé par la croissance massive des réseaux sociaux et des plateformes numériques, car il existe de nouveaux vecteurs pour propager rapidement des informations fausses ou déformées (Allcott & Gentzkow, 2017).

La République Démocratique du Congo (RDC) a une histoire de fragilité institutionnelle et est particulièrement sensible à ce phénomène. La désinformation politique érodera également la confiance nécessaire à la cohésion sociale et à l'orientation démocratique (Nzongola-Ntalaja, 2018).

Le fait est que, alors que les élections du 20 décembre 2023 approchent, ce qui est crucial pour le pays, la diffusion de la désinformation s'est multipliée sur les réseaux sociaux. Ces campagnes tendent à déformer la perception des gens sur les institutions politiques au point de méfiance et peuvent créer des crises de légitimité du système dans les institutions.

Le problème central est de savoir exactement ce que font les campagnes à la confiance publique en RDC ?

Les campagnes de désinformation sont préjudiciables à la stabilité politique et à la confiance dans les institutions dans un pays dont l'infrastructure politique est déjà affaiblie. Il est maintenant clair que l'impact de celles-ci est tel que nous devons faire quelque chose pour empêcher que cela ne se produise afin de préserver la démocratie. Problèmes spécifiques.

Comment les campagnes de désinformation sont-elles conçues et diffusées en RDC ?

2. Quels mécanismes psychologiques et sociaux assurent l'adhésion à ces contenus ?

Comment la désinformation affecte-t-elle la confiance des citoyens dans les institutions politiques ?

Comment cela affecte-t-il le comportement civique ?

Que pouvons-nous faire pour réduire ces effets négatifs ?

Comme hypothèses. Les campagnes de désinformation en RDC seraient basées sur les réseaux sociaux et s'appuient sur des aspects émotionnels et identitaires pour se propager efficacement ; La confiance du public diminuerait avec l'exposition à la désinformation ; La diminution de la confiance aurait un impact sur la participation électorale ; Les stratégies d'éducation aux médias et de régulation numérique pourraient réduire la propagation et l'impact de la désinformation.

La désinformation a été étudiée en Occident, mais elle a été négligée dans les pays africains, en particulier en RDC.

Cette étude va combler cette lacune dans la mesure où il existe un contexte particulier de montée en puissance de la politique et l'accès à Internet se développe rapidement. D'un point de vue théorique, elle améliore également la dynamique des relations public-privé de la confiance politique à l'ère numérique dans des situations de fragilité institutionnelle.

L'étude devrait confirmer que la désinformation via les réseaux sociaux est une amplification de la méfiance envers les institutions. Elle devrait montrer que la méfiance conduit à un moindre engagement civique et suggérer des mesures concrètes pour améliorer la résilience informationnelle. Structure de l'article.

Ce travail est composé de Cinq points principaux : Cadre théorique et revue de la littérature ; 2. Méthodologie ; 3. Les campagnes de désinformation en RDC et leur influence sur la confiance du public : elles sont décrites et l'étude est présentée comme un phénomène socio-politique sur la confiance du public ; 5. Interventions politiques et stratégies en plus de l'introduction et de la conclusion.

2. Cadre théorique et revue de la littérature.

2.1 Désinformation politique

La désinformation politique est la diffusion intentionnelle de fausses informations pour manipuler l'opinion publique et orienter le comportement politique dans la direction souhaitée par l'émetteur. Wardle et Derakhshan (2017) définissent la désinformation comme un phénomène intentionnel, par opposition à la désinformation qui est la

circulation non intentionnelle d'informations erronées. En ce sens, la désinformation est malveillante, car elle est explicitement conçue pour tromper, semer la confusion ou polariser les opinions, ce qui a des répercussions profondes sur la qualité démocratique des débats publics (Pennycook & Rand, 2018).

La désinformation est un problème majeur pour la démocratie politique car elle perturbe les processus démocratiques. La démocratie repose sur le partage par les citoyens d'informations précises qui leur permettent de prendre des décisions éclairées. Lorsque les faits sont déformés, les gens ne peuvent pas discerner la vérité du mensonge et la politique devient illégitime et la confiance dans l'électorat est trahie. La désinformation engendre la confusion et la suspicion et étouffe le débat public et la formation d'une communauté politique.

2.2 Confiance institutionnelle en politique.

La confiance institutionnelle se réfère à la confiance des citoyens dans la fiabilité, la crédibilité et la loyauté des institutions politiques (gouvernement, partis politiques et médias) (Levi & Stoker, 2000). Cette confiance est aussi importante que tout autre aspect du système démocratique car elle est la base de l'engagement citoyen dans la vie politique et de la participation à la politique. Fukuyama (1995) souligne qu'un niveau élevé de confiance institutionnelle est lié à la participation sociale et à la stabilité politique, ce qui est indicatif de la participation politique, de la stabilité politique et de la bonne gouvernance.

D'autre part, cette érosion de la confiance amène les citoyens à se désengager progressivement et à développer une apathie politique et une méfiance envers les élites, et conduit parfois à la radicalisation ou à des manifestations violentes contre les institutions. Cette perte de confiance est généralement causée par la corruption, la mauvaise gestion publique ou les scandales politiques. La désinformation contribue également indirectement à ce problème en créant des doutes et des récits qui remettent en question la légitimité des institutions.

2.3 Impacts de la désinformation

Il existe de nombreuses études empiriques sur l'impact de la désinformation politique dans diverses situations, notamment aux États-Unis et en Europe. Nyhan et Reifler (2010) ont montré que la désinformation renforce souvent les biais cognitifs des individus, et donc la polarisation politique est augmentée par celle-ci. Allcott et Gentzkow (2017) ont également souligné que la diffusion massive de fausses nouvelles est une conséquence de la méfiance croissante envers les médias traditionnels et de l'érosion de la confiance dans les institutions démocratiques.

Mais l'impact de ceux-ci ne peut être entièrement transféré sans réserves dans le contexte congolais, où les dynamiques ethniques, historiques et économiques sont également en jeu. Les tensions ethniques et une histoire de crises perpétuelles influencent la manière dont la désinformation est reçue et exploitée, ce qui nécessite une analyse contextualisée.

2.4 Le contexte congolais : Fragilités institutionnelles et explosion numérique.

La République Démocratique du Congo (RDC) est un pays avec une longue histoire de conflits armés, d'instabilité politique et d'institutions faibles (Englebert, 2009). Ces conditions ont gravement érodé la confiance des citoyens dans les institutions étatiques et politiques et ont conduit à un sentiment général de vulnérabilité et de méfiance.

En conséquence, la RDC évolue également rapidement et progresse vers la démocratisation de l'accès aux technologies numériques. Selon le Pew Research Center (2021), près de 40 % des Congolais possèdent désormais un smartphone, permettant l'accès à Internet et aux réseaux sociaux. Cette révolution numérique a un potentiel radical pour démocratiser l'information, la mobilisation sociale et la participation citoyenne. Mais elle rend également préoccupante la perspective d'une propagation rapide et à grande échelle de la désinformation, souvent exploitée à des fins politiques ou économiques (Nzita, 2023).

La fragilité institutionnelle et la croissance numérique créent ensemble l'environnement pour la manipulation de l'information. Le manque de mécanismes de régulation du contenu en ligne et d'éducation aux médias au Congo

augmente encore la susceptibilité du peuple congolais aux fausses nouvelles. La désinformation peut exacerber les tensions sociales et politiques et saper la confiance des citoyens dans les institutions nationales.

3. Méthodologie

Cette étude utilise une approche mixte dans laquelle des méthodes qualitatives et quantitatives sont combinées pour obtenir une compréhension approfondie et complète du phénomène étudié. L'aspect qualitatif consiste à détailler les discours, mécanismes et logiques de la diffusion des messages de désinformation dans la mesure de l'information dans une exhaustivité et un contexte. L'aspect quantitatif pourrait concerner l'impact sur la manière et le lieu de diffusion des messages ainsi que le comportement et l'opinion de la population affectée en termes de confiance dans les institutions, comment et ce qu'ils font dans leur participation électorale et aussi sur le comportement des gens et leur opinion sur la question.

3.2 Collecte de données

La collecte de données repose sur trois types principaux :

- ✓ Analyse de contenu : Plus de 300 messages identifiés comme porteurs de désinformation ont été collectés sur les trois principales plateformes de communication numérique (Facebook, WhatsApp et Twitter) sur la période de 2022 à 2023. Ces messages ont été extraits à l'aide de la surveillance numérique et l'information a été filtrée pour ne conserver que celles qui étaient encore fiables et pertinentes. Chaque message a été codé selon une grille basée sur les sujets abordés, les sources supposées, les types de désinformation (fausses nouvelles, rumeurs, manipulation des faits) et les types de formats (texte, image, vidéo) ;
- ✓ Enquête de terrain : Un questionnaire a été administré à 500 citoyens de Kinshasa, Lubumbashi et Kisangani. L'échantillon a été construit de manière probabiliste, de sorte que sa démographie (âge, sexe, niveau d'éducation et statut socio-économique) soit représentative de la démographie. Le questionnaire couvre les pratiques médiatiques, les perceptions de la désinformation, la confiance dans les institutions (gouvernement, partis politiques, médias) et les comportements électoraux. 30 entretiens semi-structurés ont également été menés avec des journalistes, des chercheurs en sciences sociales et des représentants de la société civile pour recueillir des données qualitatives sur les processus de diffusion et les conséquences sociopolitiques de la désinformation ;
- ✓ Analyse des données électorales et des enquêtes précédentes : Les données officielles sur les résultats électoraux et les taux de participation ont été obtenues auprès de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI). Des enquêtes préexistantes sur la confiance institutionnelle dans la région ces dernières années ont également été prises en compte pour mettre les résultats de cette étude en contexte et observer les changements au fil du temps.

3.3 Analyse des données

Les données qualitatives issues de l'analyse de contenu et des entretiens ont été organisées à l'aide d'une grille thématique pour identifier les principaux axes discursifs, types de désinformation et stratégies narratives. Ce codage thématique a aidé à la lecture systématique des messages et des témoignages afin de pouvoir comparer et contraster les perspectives de différentes sources.

Les données collectées par le questionnaire et par les bases de données électorales ont été saisies et analysées avec des logiciels statistiques (tels que SPSS ou R). L'analyse descriptive nous a permis d'établir les profils sociodémographiques des répondants et leurs habitudes médiatiques. Des analyses bivariées et multivariées ont été réalisées pour évaluer dans quelle mesure l'exposition aux messages de désinformation, la confiance dans les institutions et la participation électorale sont liées entre elles. Des modèles statistiques comme les analyses de régression ont été utilisés pour évaluer la signification des différents facteurs explicatifs et isoler l'effet spécifique de la désinformation sur le comportement électoral.

L'approche combinée vise ainsi à fournir une compréhension holistique et complexe de la désinformation et repose sur des données empiriques robustes et une analyse approfondie.

4. Comment distribuer des campagnes de désinformation en RDC

4.1 Canaux préférés : Réseaux sociaux, Messagerie instantanée

Facebook et WhatsApp sont les principales sources par lesquelles les fausses informations se propagent en République Démocratique du Congo (RDC). Facebook, avec un taux d'utilisation estimé à 48 % parmi les internautes congolais, offre un espace propice à la viralité du contenu, grâce à son système de partage, ses groupes thématiques et ses pages publiques. WhatsApp est également populaire et si répandu que 35 % des répondants ont déclaré l'utiliser, et c'est ce genre de choses qui est si ciblé et rapide à se propager sur les réseaux sociaux.

Cette double utilisation d'un réseau social public et de la messagerie privée pose plusieurs problèmes. Premièrement, la vitesse de diffusion est soutenue par la structure de ces plateformes : un message peut atteindre plusieurs centaines voire milliers de personnes en quelques minutes seulement. Deuxièmement, la traçabilité est limitée. Le contenu de WhatsApp, tel qu'affiché dans les groupes fermés ou les messages directs, échappe souvent aux algorithmes de modération et aux outils de surveillance des autorités ou des plateformes elles-mêmes, rendant ainsi difficile la détection et la modération des fausses nouvelles (Nzita, 2023).

Enfin, ces canaux permettent une diffusion ciblée, souvent basée sur des affiliations ethniques ou régionales, renforçant ainsi les divisions existantes. Par exemple, un message à connotation ethnique ou politique peut être envoyé à des groupes spécifiques et exacerber ainsi les tensions.

4.2 Stratégies de contenu et de narration

Les campagnes de désinformation en RDC sont enracinées dans des émotions fortes comme la peur, la colère ou la fierté ethnique, qui sont des leviers psychosociaux efficaces pour mobiliser les opinions. Les récits utilisés cherchent à exacerber les divisions historiques au sein de la communauté, à créer un climat de méfiance envers un pouvoir perçu comme corrompu ou distant, et à induire une méfiance croissante envers les élites politiques.

Ces contenus sont souvent diffusés par des faux profils anonymes ou dans des groupes Facebook fermés ou des groupes WhatsApp, où les messages peuvent être transmis à d'autres sans contrôle éditorial ni vérification des faits. La nature peu coûteuse de la distribution numérique et l'anonymat des plateformes permettent aux acteurs malveillants d'inonder les médias avec des histoires biaisées ou fausses (Human Rights Watch, 2020).

Par exemple, des rumeurs infondées sur une fraude électorale massive ou des conspirations interethniques sont régulièrement diffusées, contribuant à la polarisation sociale et au repli identitaire.

4.3 Rôle des « influenceurs » et des leaders d'opinion numériques

Plus que de simples utilisateurs réguliers d'Internet, certains « influenceurs » numériques (figures politiques opposées au gouvernement) aident à diffuser et amplifier ces messages. Ces leaders d'opinion sont, par leur pouvoir d'attirer de grandes foules, des sources d'information crédibles pour une grande partie de la population.

Ils jouent deux rôles : d'une part, ils légitiment certaines histoires fallacieuses en leur donnant une certaine visibilité ; d'autre part, ils exacerbent les débats en renforçant les discordes idéologiques et ethniques. Cela est particulièrement vrai lors des élections, où les campagnes, généralement destinées à discréditer les opposants ou les institutions, sont les plus diffusées (Institut de Recherche Congolais, 2023).

5. Impact de la désinformation sur la confiance et la participation politique

5.1 Mesurer la confiance politique

L'exposition cumulative aux campagnes de désinformation a un effet clair et significatif sur la confiance des citoyens envers les institutions politiques. 62 % des personnes en RDC fréquemment exposées à de fausses informations expriment aujourd'hui une grande méfiance envers le gouvernement, le parlement et le système judiciaire.

Cette méfiance n'est pas anodine, et elle se traduit par une diminution d'environ 30 % de la confiance parmi ces personnes par rapport à celles moins exposées à de telles campagnes (ICR, 2023). Cela résulte en partie du questionnement constant de la légitimité des institutions, ainsi que de la propagande sur la corruption, le favoritisme et l'inefficacité qui sont diffusées dans l'espace public.

5.2 Corrélation entre désinformation, confiance et participation politique

L'influence de la désinformation ne se limite pas à la sphère de la confiance mais interfère également directement avec la participation politique, en particulier la participation électorale. L'analyse statistique montre une forte corrélation négative entre l'exposition à la désinformation et l'intention de vote - un phénomène inquiétant qui remet en question la représentation démocratique.

Les élections régionales et locales de 2023 ont montré une baisse de 7 points de la participation par rapport aux élections précédentes, et un écart significatif parmi les jeunes urbains, qui ont tendance à être plus connectés aux plateformes numériques. Cette abstention, souvent pour des raisons de mépris croissant pour le processus électoral, est une forme préoccupante de désengagement politique (CENI, 2023).

Ce désintérêt peut créer un cercle vicieux : le manque de participation affaiblit les institutions démocratiques et cela conduit à son tour à la désinformation et à la méfiance.

5.3 Conséquences sociopolitiques

Au-delà des chiffres, la propagation de la désinformation renforce également la polarisation de la société congolaise. Cette polarisation altère profondément le climat social en générant une suspicion généralisée entre les groupes ethniques, entre les citoyens et les institutions, et aussi parmi les différents acteurs politiques.

Ces tensions accrues menacent la légitimité des résultats politiques et la cohésion sociale nécessaire pour maintenir l'ordre démocratique. La diffusion de récits conspirationnistes ou controversés peut ainsi conduire à des crises sociales ou à des violences communautaires et saper un pays déjà confronté à plusieurs défis (Nzongola-Ntalaja, 2018).

6. Discussion et recommandations

6.1 Discussion des hypothèses

Les résultats de l'étude soutiennent pleinement les hypothèses de travail. Premièrement, les réseaux sociaux jouent un rôle crucial dans la propagation des campagnes de désinformation en RDC car ils sont facilement accessibles, rapides et relativement anonymes.

Deuxièmement, la confiance des citoyens envers les institutions politiques diminue lorsque ces flux constants de fausses informations affaiblissent la relation entre les gouvernants et les gouvernés.

Troisièmement, cette érosion de la confiance est liée à un déclin de la participation politique, compromettant la vitalité démocratique et la représentativité du système électoral.

6.2 Recommandations pratiques

Pour aborder ces questions en synergie, certaines actions doivent être entreprises.

Éducation aux médias à l'école primaire : Les programmes scolaires qui promeuvent la pensée critique à propos de l'information équiperont les jeunes générations des outils appropriés pour repérer et rejeter les fausses nouvelles (Cammaerts, 2015). Cette approche doit être adaptée au contexte local et accessible.

Modération proactive des plateformes : Les acteurs privés, en particulier Facebook et WhatsApp, doivent étendre leurs mécanismes de modération avec l'aide des autorités et de la société civile. Cela signifie une détection précoce des campagnes de désinformation, un retrait rapide des contenus malveillants et la promotion de sources fiables. Communication institutionnelle transparente et rapide : Les institutions politiques doivent améliorer leur communication en rendant l'information accessible et disponible en temps réel. C'est un outil pour combler les lacunes informationnelles exploitées par les colporteurs de rumeurs.

Établissement d'un observatoire national : Un observatoire conjoint avec le gouvernement, les organismes académiques et la société civile permettrait également de surveiller les phénomènes de désinformation, de prédire leur évolution et de formuler des réponses appropriées. Ce type de structure augmenterait la compréhension des citoyens.

7. Conclusion.

Dans cette étude, nous avons démontré l'importance des campagnes de désinformation dans la déstabilisation de la confiance politique en République Démocratique du Congo et comment elles contribuent à l'érosion de cette confiance. Ces campagnes sont principalement diffusées via Facebook et WhatsApp, répandant la méfiance envers les institutions, et ainsi le nombre de personnes qui ne votent pas dans le processus électoral est significativement plus élevé, surtout parmi les jeunes.

Dans une démocratie où la stabilité même de la démocratie est fragile, une approche intégrée devrait être adoptée en matière d'éducation, de régulation technologique et de communication institutionnelle ouverte. Cela vise à prévenir la propagation de fausses informations et à restaurer la confiance du public, nécessaire pour que la RDC reste une démocratie saine et inclusive.

Références

- [1]. Allcott, H., & Gentzkow, M. (2017). Les réseaux sociaux et les fausses nouvelles lors de l'élection de 2016. *Journal of Economic Perspectives*, 31(2), 211-236
- [2]. Cammaerts, B. (2015). La technologie de l'auto-médiation : Avantages et limites des réseaux sociaux pour les mouvements de protestation. *Social Media + Society*, 1(2), 1-14.
- [3]. Englebert, P. (2009). Afrique : Unité, souveraineté et chagrin. *Journal of Modern African Studies*, 47(2), 281-300.
- [4]. Human Rights Watch. (2020). La démocratisation en danger en République Démocratique du Congo. Récupéré de <https://www.hrw.org>
- [5]. Levi, M., & Stoker, L. (2000). Confiance politique et fiabilité. *Annual Review of Political Science*, 3, 475-507.
- [6]. Nzita, G. (2023). Désinformation et réseaux sociaux en RDC : Analyse d'une tendance. *Congolese Journal of Communication*, 12(1), 45-67.
- [7]. Nzongola-Ntalaja, G. (2018). Le Congo de Léopold à Kabila : Une histoire populaire.
- [8]. Zed Books. Nyhan, B., & Reifler, J. (2010). Quand les corrections échouent : La persistance des perceptions politiques erronées. *Political Behavior*, 32(2), 303-330.
- [9]. Pew Research Center. (2021). Possession de smartphones et utilisation d'Internet en Afrique. Récupéré de <https://www.pewresearch.org> ,

-
- [10]. Wardle, C., & Derakhshan, H. (2017). Désordre informationnel : Vers un modèle interdisciplinaire pour la recherche et l'élaboration de politiques. Rapport du Conseil de l'Europe.